

*Questions orales*

En tant que ministre de la Santé, ce que j'ai à dire au gouvernement de l'Ontario et aux médecins de l'Ontario, c'est que j'espère vivement qu'ils vont pouvoir surmonter leur différend. Il est certain qu'il est dans l'intérêt du régime de la santé publique que les hommes et les femmes soient conscients de leurs responsabilités, publiques comme professionnelles, et décident de négocier quelle que soit la complexité du problème afin de surmonter leur différend et de pouvoir reprendre l'exercice de leurs responsabilités.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT**

## LES DÉPENSES DE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Les médias parlent tous les jours des dépenses excessives que le premier ministre fait dans les hôtels, en avion, pour les vidéos, pour la location de limousines, le caviar et le champagne, aux frais du contribuable; on dirait qu'il a gagné à la loterie 6/49. Le premier ministre va-t-il mettre immédiatement un terme au gaspillage de l'argent des contribuables? Il dépense comme s'il s'agissait de son propre argent, ce qui n'est pas le cas. Quand arrêtera-t-il?

[Français]

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, par exemple, au Sommet de la francophonie, il a fallu d'abord établir des liens importants avec la France. Il a fallu essayer de donner naissance pour la première fois au Sommet de la francophonie.

**M. Ouellet:** Tout ça, au caviar!

**M. Mulroney:** C'était pour nous tellement important comme rayonnement international de notre caractère national que cette dimension francophone puisse rayonner pour la première fois, à l'occasion d'un sommet qui a donné lieu à cette dimension de la francophonie. Il y avait une délégation qui représentait toutes les formations politiques, qui représentait les francophones hors Québec . . .

**M. Ouellet:** C'est pas eux qui ont coûté cher!

**M. Mulroney:** . . . qui représentait la Fonction publique. En ce qui me concerne, monsieur le Président, il s'agissait d'un événement capital comme Québécois et comme représentant du Québec, et je peux vous dire qu'il s'agissait, nos relations avec la France et la francophonie et avec les 40 pays qui en font partie, d'un événement capital.

En ce qui me concerne, je peux vous dire qu'on s'est comporté dignement et efficacement en faveur du Canada en tout temps.

## ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE S'ENGAGER

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, au nom de tous les Canadiens qui sont sans emploi, au nom de tous les Canadiens qui dépendent de l'assurance-chômage et au nom de tous ceux qui en ont assez de ce

gaspillage, j'implore le premier ministre maintenant de se lever debout dans cette Chambre et de dire que ce genre de dépenses ne se répétera pas plus parce que les Canadiens en ont assez. Est-il prêt à se commettre maintenant?

● (1130)

[Traduction]

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, pour ce qui est de mes dépenses personnelles, tout ce que je peux dire à mon collègue, c'est de poser la question aux journalistes qui étaient avec nous ou même à mon pire ennemi. Ils doivent reconnaître une chose, je me lève tôt, et je travaille toute la journée sans arrêt. Mon collègue parle des dépenses. Je lui signale que nous avons respecté toutes les normes. Les dépenses peuvent être examinées et critiquées.

En ce qui concerne mes dépenses personnelles, elles se justifient par mes actes, je crois. Je suis le premier premier ministre du Canada à avoir réduit mon traitement de 15 p. 100 et à payer moi-même les denrées alimentaires au 24 de la promenade Sussex.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

[Français]

**LA SÉCURITÉ SOCIALE**

## LE PRÉSUMÉ TERRORISME BUREAUCRATIQUE CONTRE LES PLUS DÉMUNIS DU QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Svend J. Robinson (Burnaby):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre et elle a trait aux Boubou Macoutes.

Le premier ministre sait bien que des groupes de femmes et des groupes religieux, syndicaux et populaires au Québec ont vivement dénoncé l'opération des visites à domicile qui attaquent les assistés sociaux.

Étant donné les paiements versés au Québec pour l'aide sociale, quand le premier ministre va-t-il dénoncer ce terrorisme bureaucratique contre les plus démunis du Québec?

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je prie le député de m'excuser de n'avoir pas été à ma place lorsqu'il a commencé à poser sa question. D'après les dispositions du Régime d'assistance sociale, c'est ce qu'on nous a dit et nous avons vérifié très soigneusement—les règlements qui forment la base des ententes entre le Québec et le Canada sont respectés par le Québec. Il faut suivre la situation tous les jours, mais le Québec n'enfreint pas la loi.

[Français]

## LE VERSEMENT DE FONDS AU FRONT COMMUN—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Svend J. Robinson (Burnaby):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au très honorable premier ministre.